
RÉVOLUTIONS POLITIQUES ET CHANGEMENT SOCIAL

TANO Oi Tano Bla

Université Alassane Ouattara

E-mail : tanobla01@gmail.com

Résumé : La révolution politique est un fait social. Elle se présente comme un changement brusque du pouvoir politique. Autrement dit, la révolution politique est la chute d'un régime politique. Au-delà de cette rupture, elle est utilisée pour apporter des changements dans la société. Le but de l'article est de mettre en évidence la contribution de la révolution politique aux changements sociaux. Mais, cette révolution politique peut être marquée par la violence et s'achever par l'instauration d'une dictature, d'une division territoriale et d'une pauvreté. Ainsi, la révolution politique doit être pacifique pour apporter l'émancipation des personnes opprimées.

Mots-clés : changement social, émancipation, exploitation, révolution pacifique, révolution politique, terrorisme, violence.

Abstract : Political revolution is a social fact. It takes the form of an abrupt change in political power. In other words, political revolution is the fall of a political regime. Beyond this rupture, it is used to bring about changes in society. The aim of this article is to highlight the contribution of political revolution to social change. However, this political revolution is marked by violence and ends in the establishment of a dictatorship, territorial division and poverty. However, political revolution must be peaceful in order to bring emancipation to the oppressed. To achieve this result, the demonstrative and analytical methods were used.

Keywords : social change, emancipation, exploitation, peaceful revolution, political revolution, terrorism, violence.

Introduction

La société est le cadre où les humains s'épanouissent. C'est justement ce que pense le philosophe du contrat, en l'occurrence Thomas Hobbes. Pour lui, les humains doivent quitter l'état de nature pour vivre dans une société mieux organisée. L'état de nature est caractérisé par l'insécurité selon T. Hobbes (2000, p. 231) : « La condition humaine est un état de guerre de tous contre tous ». Ce qui

veut dire, qu'il n'y a pas d'entente entre tous les humains. Ceux-ci sont naturellement en conflit. Tandis que la société est garantie par l'État, c'est-à-dire le Léviathan. C'est justement ce que pense T. Hobbes : (2004, p. 8) : « Léviathan appelé République, ou État (en latin, *civitas*) qui n'est rien d'autre qu'un homme artificiel, quoique d'une stature et d'une force supérieures à celle de l'homme naturelle, pour la protection et la défense duquel il a été destiné ». Dans son ouvrage, cet état de société se donne pour objectif de faire de l'État le garant de la liberté, de la justice et de la paix.

Cependant, force est de constater que la présence de l'État n'exclut pas l'injustice dans la société. C'est ainsi que vont naître les mouvements révolutionnaires politiques. Le but de ces mouvements politiques est d'aboutir à un changement social. Mais, ces mouvements ont souvent été perçus dans une perspective ambivalente. En effet, ils sont porteurs de mutations négatives. C'est bien ce que M. Malia (2008, p. 383) affirme : « Dans la conscience moderne, la révolution est le grand drame de l'histoire, au même titre d'une grande guerre ». Contre cette analyse, l'on peut affirmer avec Karl Marx dans le *Manifeste du parti communiste* que la révolution politique aboutit à une transformation agréable de la société, c'est-à-dire à une société communiste.

Face à ces points de vue contradictoires, nous nous interrogeons sur la nature des révolutions politiques susceptibles d'engendrer des changements sociaux positifs. Toute révolution est-elle porteuse de changement positifs ou d'espoir ? Telle est la question centrale. La thèse que nous défendons est de montrer que les révolutions politiques pacifiques sont favorables aux changements sociaux. Quels sont les changements sociaux que les révolutions politiques ont-elles apportées dans notre société ? Que faut-il faire pour assainir les révolutions politiques ? Telles sont les questions secondaires qui sous-tendent ce travail. Pour répondre à ces questions on utilise la méthode historique et analytique.

1. L'ambivalence ou les paradoxes de la révolution.

Dans cette partie, l'on parlera du paradoxe qui incombe à la révolution politique. En fait, deux idées majeures sont associées à la révolution politique. Cette révolution politique est présentée d'une

part, comme un facteur de changement social positif. D'autre part, elle est perçue comme un point clé marquant un tournant négatif.

1.1. La révolution politique comme facteur de changement social positif.

La révolution politique est un changement brusque et radical du pouvoir politique. Ce qui favorise des changements sociaux. C'est le cas de la révolution communiste qui est une révolution politique. À cet effet, K. Marx et F. Engels (2013, p. 70) parlent de la « conquête du pouvoir politique par le prolétariat ». En fait, la classe prolétaire doit arracher le pouvoir politique à la bourgeoisie. Ce qui veut dire que la classe prolétaire va prendre les rênes de l'État. À partir de cette domination politique, le prolétariat changera positivement la société. C'est dans cette optique que K. Marx et F. Engels (2013, p. 81) affirme ceci : « À la place de l'ancienne société bourgeoise avec ses classes et oppositions de classe surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ». En effet, la révolution politique est le moyen que le prolétariat utilise pour amener tous les individus de la société à collaborer, c'est-à-dire à fraterniser. Dans cette collaboration, chaque individu doit pouvoir chercher le bonheur de son prochain. De ce qui précède, la révolution communiste est une révolution politique qui vise le bonheur de tous les hommes dans la société. À l'instar de cette révolution, on a la révolution française. Cette révolution est politique parce qu'elle a mis fin à la monarchie pour instaurer la République. La monarchie est un régime politique dirigé par un roi. Pour E. Billebault (1964, p. 81) « l'Ancien Régime a pris fin à la révolution. Il durait depuis François 1^{er} : c'était l'époque des rois absolus et des ordres privilégiés ». En effet, le roi avait tous les pouvoirs parce que c'est lui qui fixait les impôts et choisissait les ministres. C'est ainsi que vont naître le mouvement révolutionnaire qui a bouleversé la monarchie. La monarchie est remplacée par la République. Sous la République, c'est la démocratie qui règne. En fait, le pays est gouverné par un président de la république. Cette révolution a eu véritablement un impact remarquable sur la société française. D'abord, tous les français étaient devenus libres parce que :

Beaucoup se groupèrent en partis politiques. Ces partis furent nombreux : ils eurent tous leurs journaux car la liberté de la presse était rétablie ; ils tenaient des réunions publiques grâce à la liberté de réunion. Pendant les élections leur activité était intense : les chefs des

partis allaient à travers la France faire des discours pour convaincre le plus grand nombre de français. Les manifestations, qui réunissaient des milliers de personnes, étaient fréquentes. (E. Billebault, 1964. p. 109).

En effet, l'on assiste à la liberté de tous les citoyens français. Les français sont libres de créer leur parti politique, de créer des journaux, de faire des réunions et des campagnes politiques à travers tout le pays. Ensuite, l'enseignement public est devenu obligatoire, laïque et gratuit. Edouard Billebault ne manque pas de s'exprimer à travers ces propos :

Guizot avait déjà décidé d'ouvrir une école dans chaque commune. Sous la Troisième République le ministre Jules Ferry décida que chaque école serait gratuite ; il rendit l'enseignement obligatoire pour tous les enfants de six à treize ans (plus tard jusqu'à quatorze ans). Il décida aussi que l'école serait laïque : on ne devrait plus enseigner la religion. (E. Billebault, 1964. p. 109).

La révolution favorise une augmentation des écoles. L'école n'est plus un moyen pour l'État de s'enrichir. Ce qui favorise l'inscription obligatoire de tous les enfants à partir de six à quatorze ans. Ces enfants ne recevront pas d'enseignement religieux à l'école, sauf un jour de congé. C'est à un jour de congé que les enfants pourront avoir un enseignement religieux à l'école. Enfin, la condition des ouvriers a connu un véritable changement parce que :

À partir de 1884 ils eurent le droit de se grouper en syndicats pour défendre leurs intérêts. La journée de travail a été réduite à 10 heures, puis à 8 heures en 1919. En 1906 le repos hebdomadaire devint obligatoire. Les ouvriers eurent droit à une retraite pendant leur vieillesse et à une indemnité en cas d'accident. (E. Billebault, 1964. p. 109).

Il en résulte que les ouvriers acquièrent un droit au repos. Au-delà du repos, les ouvriers ont accès à un dédommagement en cas d'accident au travail. En somme, la révolution française est également une révolution politique qui a permis aux nouveaux hommes politiques d'introduire la reconnaissance des droits. Ces droits sont : le droit à la liberté d'expression, le droit à l'éducation et le droit du travail. De même que la révolution française, nous avons les révolutions politiques qui sont menées dans quelques pays africains comme la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud. La Côte d'Ivoire est un pays qui a arraché le pouvoir à son colonisateur. Autrement dit, ce pays colonisé a renversé le gouvernement colonial pour instaurer le gouvernement ivoirien. Selon T. Simonet (2010, p. 403) « Très rapidement, le vent de

l'indépendance se met à souffler sur le continent, et le 7 août 1960, la Côte d'Ivoire accède au statut d'État souverain ». La Côte d'Ivoire n'est plus sous le joug des français. Elle obtient son premier président de la République qui est Félix Houphouët Boigny. Celui-ci s'occupe de l'organisation de ce pays. Le pays connaît une transformation grâce à l'agriculture, devenue le moteur du développement en Côte d'Ivoire car :

Depuis son accession, en 1960, à l'indépendance, elle a réalisé des performances spectaculaires dans tous les domaines – un taux de croissance de la Production Intérieure Brut (PIB) de 11,4 % l'an sur 10 ans, ce qui la place aux tous premiers rangs en Afrique. (S. Abdoulaye, 1974, p. 88).

La Côte d'Ivoire a connu un développement extraordinaire. Ce développement a pris son envol à partir de l'agriculture. Ce qui lui a permis d'être premier producteur de café et cacao en Afrique. Aussi, la Côte d'Ivoire va développer le secteur de l'éducation. Cette idée est perceptible à travers ces mots :

À l'indépendance, la Côte d'Ivoire n'a pas d'université, elle compte 54 établissements d'enseignement secondaire et 1 722 écoles primaires accueillent respectivement 11 500 et 200 000 enfants. Dix ans après, 500 000 jeunes ivoiriens reçoivent un enseignement primaire, 75 000 fréquentent l'enseignement secondaire tandis que 3 000 étudiants se forment dans les facultés, écoles et instituts universitaires de Technologie de l'Université d'Abidjan et dans les grandes écoles. (S. Abdoulaye, 1974. p. 88).

Dans la société post-coloniale, le nombre d'élèves a augmenté et il y eu la construction d'universités et des grandes écoles. Ces écoles ont formé les premiers cadres de la Côte d'Ivoire. À l'instar de la Côte d'Ivoire, nous avons l'Afrique du Sud. Ce pays a connu une révolution politique qui a renversé le pouvoir en place, permettant à Nelson Mandela d'accéder démocratiquement au pouvoir. Ce gouvernement introduit un changement profond dans la société, affectant notamment l'éducation, le logement, les quartiers et la répartition des terres :

Des millions d'enfants bénéficient désormais d'un meilleur accès à l'éducation, des millions de personnes reçoivent mieux que naguère les services élémentaires (eau, électricité, soins...), des logements ont été construits en nombres considérable, des quartiers équipés, des terres restituées ou redistribuées. (P. Gervais-Lambony, 2003, p. 81).

En fait, sous l'apartheid, il y avait une séparation spatiale des races. Ce qui veut dire que les Blancs et les Noirs étaient séparés au niveau géographique, politique et culturelle. Face à cette situation, nous assistons à une suprématie des Blancs. Ceux-ci, ne donnaient pas la possibilité aux Noirs de profiter de l'eau, des soins, des logements et des terres. Dès lors, le renversement des colons britanniques a apporté un peu de soulagement aux Noirs. De ce qui précède, nous pouvons dire que la révolution politique concourt à l'épanouissement de la population. Toutefois, l'on assiste à des révolutions politiques qui ont un effet néfaste sur la société.

1.2. La révolution politique : facteur de changement social négatif.

La bourgeoisie peut également être à l'origine d'une révolution politique. Ainsi K. Marx et F. Engels (2013, p. 53-54) affirment : « La bourgeoisie, depuis la création de la grande industrie et du marché mondial, s'est enfin conquis la domination politique exclusive dans l'État parlementaire moderne ». En effet, la bourgeoisie a renversé la domination politique féodale pour instaurer un nouveau type de gouvernement. Cette organisation politique permet à la bourgeoisie de transformer la société. Cette idée est soutenue par Karl Marx et Friedrich Engels :

La bourgeoisie, là où elle est arrivée au pouvoir, a détruit tous les rapports féodaux, patriarcaux, idyllique (...), et elle n'a laissé subsister d'autre lien entre l'homme et l'homme que l'intérêt nu, que le froid « argent comptant ». (K. Marx et F. Engels, 2013, p. 54).

En accédant au pouvoir politique, la bourgeoisie a imposé sa domination sur l'ensemble de la société. La société a subi un changement qui consiste à mettre l'argent au-dessus de tous les rapports humains. Autrement dit, l'argent est devenu le maître de l'homme. C'est ainsi que la dignité humaine est convertie en valeur d'échange. Cela dit, Karl Marx et Friedrich Engels se prononce sur la question en indiquant ceci :

La bourgeoisie a dépouillé de leur auréole toutes les activités considérées jusqu'alors avec respect et crainte religieuse. Elle a transformé le médecin, l'homme de loi, le prêtre, le poète, l'homme de science, en salariés à sa solde. (K. Marx F. Engels, 2013, p. 54).

Tous ces métiers sont dévoués à l'argent. En effet, le médecin a oublié qu'il doit sauver des vies. L'homme de loi a oublié qu'il doit défendre la cause des citoyens devant les tribunaux. Le prêtre a oublié qu'il doit prêcher la parole de Dieu et avoir une véritable relation avec Dieu. En ce qui le concerne, le poète, il ne vit plus de son art. En fait, il interprète la vie et les sentiments des hommes pour gagner de l'argent. Son but n'est plus de conduire les hommes vers le bonheur et les aider à supporter leurs difficultés. L'homme de science invente des choses dans le seul but de se créer de la richesse. Il ne fonde pas son invention sur un humanisme. Autrement dit, il ne place pas toujours la personne humaine au cœur de ses actions.

Par ailleurs, il convient de noter que la bourgeoisie a favorisé la création de grandes usines, ce qui a inévitablement conduit à l'exploitation des enfants. À preuve :

Les enfants qu'on emploie pour le bobinage et la couture (des ourlets) subissent d'ordinaire de graves atteintes à leur santé et à leur constitution. Ils travaillent dès l'âge de six, sept ou huit ans, de dix à douze heures par jour dans de petites pièces à l'atmosphère confinée. (F. Engels, 1845, p. 147).

Les enfants sont malmenés dans les usines. En effet, ils travaillent durement pendant des heures dans des cadres inappropriés. Cet inconfort impacte leur santé.

À cela s'ajoute la révolution arabe. C'est un mouvement de contestation qui vise à renverser le pouvoir politique autoritaire, c'est-à-dire dictateur. Autrement dit, il s'agit de renverser le régime monarchique pour instaurer la République. Ce renversement a malheureusement provoqué le chaos en Libye. Face cette situation, A. Gallet (2015, p. 99) affirme ceci :

Depuis la révolution de 2011, la Libye s'enfonce dans une spirale destructrice [...] Le conflit a fait près de 30 000 victimes, et depuis le début de l'année 2015, le pays se constitue en base régionale du djihadisme. La production et l'exportation du pétrole, qui représente la quasi-totalité des exportations libyennes, ont chuté de plus de 80 % par rapport aux niveaux d'avant-guerre. Les déplacés et réfugiés se multiplient, à l'intérieur du pays et dans les pays voisins, et l'absence d'État offre un terrain privilégié à des organisations criminelles, qui contrôlent parfois des portions entières de territoire et se livrent au trafic de drogue, d'armes et de migrants – dont le nombre est en constante augmentation.

La révolution de 2011 a déstabilisé la Libye. En effet, on observe plusieurs catégories de victimes, ainsi qu'une progression du terrorisme marquée par la présence des djihadistes. Ceux-ci sèment la terreur dans une Libye qui connaît une chute considérable au niveau de la production et de l'exportation du pétrole. Aussi, la Libye étant devenue un véritable lieu de trafic, l'on fait face à des pratiques telles que la vente d'armes, de drogues et des migrants. En somme, le bilan de la révolution politique est négatif parce qu'elle devient une source d'exploitation, de division et de trafic. Par-dessus tout, nous parlerons des moyens pacifiques pour remédier à la violence utilisée lors des révolutions politiques.

2. Assainissement de la révolution politique par des méthodes pacifiques.

La révolution politique est généralement associée à la violence pour obliger les adversaires politiques à renoncer au pouvoir. Cependant, cette violence n'apporte que des problèmes à notre société. Il est souhaitable de concilier la non-violence et la révolution politique afin de construire un monde plus pacifique.

2.1. La violence : une arme à mépriser dans la révolution politique.

La violence est une force brutale qu'on exerce sur quelqu'un ou quelque chose. Celle-ci semble être une arme primordiale pendant les révolutions politiques. En effet, la violence de la révolution politique est manifeste à travers les dégâts matériels qu'elle occasionne quand on se réfère à la révolution française. En fait, la révolution française fut un moment de bouleversement politique qui s'est manifesté par des actes de vandalismes. Ces actes se définissent dans cette citation de Édouard Billebault (1964, p. 82) : « La cour et les privilégiés conseillèrent au roi de résister (...) Quand les Parisiens l'apprirent ils se rassemblèrent dans les rues ; ils prirent des armes dans les armureries, puis ils attaquèrent la forteresse de la Bastille ». Le roi refusait de rendre le pouvoir. Le pouvoir politique de celui-ci a été arraché par les armes et des dégâts matériels comme la destruction de la Bastille ont été occasionnés. La Bastille est une prison dans laquelle étaient enfermés les nobles. Cela rappelle la révolution politique qui a eu lieu en Algérie. L'Algérie est une ancienne colonie française qui a connu des mouvements révolutionnaires violents. Ces mouvements se

sont mués en une guerre. Selon M. Bennoune (2001, p. 55-56) : « En 1956, le gouvernement français réalisa que la rébellion algérienne n'était pas une simple jacquerie paysanne, mais une authentique guerre révolutionnaire ». En Algérie, le mouvement révolutionnaire a été organisé par les combattants du FLN (Front de Libération Nationale), car ces combattants s'opposent à l'armée française. Le Front de Libération Nationale représentait le peuple algérien. Au cours de la lutte, le FLN torture les français et les partisans algériens de la France. Cette guerre révolutionnaire a malheureusement enregistré des cas de viols. Selon R. Branche (2002, p. 123) les « Femmes combattantes et donc « rebelles », femmes suspectes, femmes au fond des mechtas : leur viol fut une violence et un acte de guerre perpétrés, là-bas, par des soldats français ». Il y avait des femmes combattantes en Algérie. Ces femmes étaient suspectées. On les retrouvait dans un petit groupe de maisons isolées. Mais, ces maisons ont été fouillées par l'armée française et des femmes ont été violées durant l'opération. Le viol est considéré comme une arme puissante, car il est utilisé pour avoir des informations dans le but d'affaiblir l'ennemi.

En plus, des villages étaient attaqués. Selon N. Vince (2010, p. 82) : « Des archives françaises confirment que les représailles contre des villages soupçonnés d'avoir aidé le FLN étaient répandues ». C'est ainsi qu'il y a eu le bouclage d'un village. Dans ce village, il y a eu des fouilles à domicile. Les villageois ont subi des punitions collectives. C'est justement ce qu'a évoqué N. Vince (2010, p. 82) en ces termes : « Cependant, un des aspects le plus étonnants de mon enquête orale est l'utilisation de l'humour pour raconter des situations violentes, voire humiliantes ». En effet, pendant la guerre, les soldats de l'armée française ont capturé quelques villageoises. Ces villageoises apportaient du ravitaillement à une unité de l'ALN (l'Armée de Libération Nationale). Cette unité était cachée dans une forêt proche du village. Les prisonnières sont violées avec des morceaux de bois ou des bouteilles. Ces prisonnières sont aussi violées par des petits groupes de soldats qui accomplissent leurs actes sexuels pendant la nuit. Cette violence sexuelle a été relatée par des témoignages écrits ou oraux d'anciens acteurs de la guerre et dans les archives du ministère de la justice :

Les actions portées devant la justice par Mohamed Garne depuis quelques années ont révélé au public français la réalité des viols pendant la guerre d'Algérie. Kheira Garne, sa mère, a été violée à l'âge de seize ans par les soldats chargés de la garde du camp de

regroupement de Teniet-el-Haad dans l'Ouest algérois en 1959. (R. Branche, 2002, p. 129).

Mohamed Garne est né après un viol qui a eu lieu lors de la guerre en Algérie. En Algérie, la mère de Garne a été violée par des soldats. Ces soldats ont provoqué une fausse couche. C'est ainsi que Garne porte plainte à la justice contre ces derniers. Ceux-ci doivent être condamnés par la justice.

En plus, les femmes étaient fouillées. Selon R. Branche (2002, p. 126) : « Ainsi à Collo, dans le nord constantinois, il est recommandé de « ne pas négliger les femmes musulmanes et de les fouiller » ». En fait, les hommes profitaient des vêtements féminins pour se dissimuler aux yeux des français. C'est ainsi que l'armée française exigeait des fouilles qui consistaient à vérifier le sexe.

Pour la vérification, des femmes sont convoquées. Par exemple, R. Branche (2002, p. 126) nous dit ceci : « Une assistante sociale d'Alger, Simone, se souvient ainsi avoir été convoqué au commissariat en Mai 1956 et emmenée avec d'autres collègues dans la casbah pour fouiller les femmes ». La fouille des algériennes se faisait par des palpations sur les vêtements ou en soulevant leur vêtement. Ce qui représentait un véritable stress pour ces personnes. La guerre en Algérie est semblable à celle de l'Angola. L'Angola est le premier pays à être colonisé par le Portugal. La colonisation de l'Angola a débuté en 1820. Ce pays a entrepris une lutte pour son indépendance. À ce propos de C. Messiant (2009, p. 16) écrit ceci : « Les nationalistes angolais engagèrent l'action armée pour l'indépendance dès 1961 ». Le mouvement de lutte de libération a été engagé par des nationalistes angolais. Ces groupes nationalistes sont le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (M.P.L.A), le Front National de Libération de l'Angola (F.N.L.A) et l'Union nationale pour l'Indépendance totale de l'Angola (UNITA). Le (MPLA) s'appuie sur les Mbundo au nord. Le (FNLA) recrute chez les Bakongo. L'(UNITA) est soutenue par les Ovimbundu au sud et en plein centre. Ces organisations ont attaqué les colons portugais. À cet effet, René Pélissier (1969, p. 1198) précise :

Tels ne fut pas le souci premier des Bakongo et des Mbundo des Dembos qui se soulevèrent à partir du 15 mars (...) En mutilant et en massacrant dans les plantations, sur les routes et dans les postes isolés, le 15 mars et dans les jours qui suivent, de 100 à 200 ou 300 (?) blancs, femmes et enfants compris, ils ont frappé de plein fouet la colonisation portugaise.

Les organisations nationalistes étaient animées d'un sentiment de colère. Cette haine les emmène à réagir de façon violente. Leur violence se traduit par le massacre des blancs. C'est ainsi que les hommes, les femmes et les enfants blancs ont été torturés par les angolais. Ils attaquaient aussi les propriétés portugaises, notamment les maisons, les fermes et les prisons de Luanda. Les manifestants ont été violemment réprimés. Les militaires portugais ont traqué et emprisonné les partisans du mouvement de libération. En somme, la révolution politique utilise des moyens violents pour parvenir au changement. Ce qui veut dire que pour mener la révolution politique, les révolutionnaires utilisent les moyens violents comme des meurtres et la destruction de matériels pour renverser le pouvoir en place. Face à cette situation, il est primordial d'assainir ce milieu. Pour y remédier, nous proposons des méthodes pacifiques.

2.2. La marches et le boycott, méthodes pacifiques pour la révolution politique.

Les méthodes pacifiques sont des méthodes calmes, non agressives employées également par des révolutionnaires. En ce sens, la marche constitue l'une des formes d'actions pacifiques utilisées dans le cadre d'une révolution politique. En effet, la marche consiste à parcourir à pied une distance donnée comme le dit (F. Nasri, 2015, p. 53) : « Consiste à parcourir à pied de longues distances de ville en ville à travers un ou plusieurs pays pour sensibiliser les populations, des régions traversées par une injustice et pour interpeller l'opinion et les pouvoirs publics ». La marche s'est imposée comme un canal d'expression pacifique menée par une ou plusieurs personnes. Ainsi Gandhi menait des marches en compagnie des volontaires. C'est justement ce qu'on remarque avec P. Coulon (2020, p. 5) lorsqu'il dit : « Marcher de manière non-violente, collectivement, pendant plusieurs jours, voire plusieurs semaines pour revendiquer la justice, la paix, le respect de sa dignité, remonte probablement au combat de Gandhi et des Indiens ». Gandhi a opté pour la non-violence. Partant, il invite les indiens eux aussi à choisir cette voie pacifique. Au nombre de soixante-dix-neuf, lui et ses compagnons ont marché de la ville d'ahmedabad jusqu'au village de Dandi. Aux États-Unis, F. Nasri (2015, p. 57) évoque les différentes marches qui ont eu lieu : « Certaines marches acquièrent un retentissement national et international : marche sur Washington pour le travail et la liberté (28 août 1963), marches de Selma à Montgomery (mars 1965) ». Ces marches ont été conduites

par Martin Luther King. Par ailleurs, le boycott, s'avère aussi favorable à la réussite de la lutte révolutionnaire. Le boycott désigne le refus systématique d'acheter ou de vendre les produits ou services d'une entreprise ou d'une nation. Cette pratique était utilisée par Gandhi à travers ces propos :

Pour Gandhi et ses partisan(se), il s'agissait de réduire ses besoins au strict nécessaire, en vivant sobrement, en cultivant sa nourriture et en tissant ses propres vêtements, permettant ainsi de boycotter le textile britannique qui enrichissait à l'époque les propriétaires des usines de Manchester au détriment du peuple indien. (B. Joyeux, 2020, p. 11).

Gandhi appelle au boycott du textile anglais en insistant sur le refus de toute production issue de l'Europe, notamment les tenues vestimentaires européennes. Selon lui, les indiens sont capables de filer et tisser à la main leurs tissus et vêtements. Ce qui veut dire que Gandhi fabrique lui-même sa tunique en filant le tissu au rouet. Cette rupture l'emmène à s'habiller de façon traditionnelle en se servant de la cape et le bâton de pèlerin. La cape est un vêtement sans manches qui enveloppe le corps et les bras. Tout comme Gandhi, nous avons l'action pacifique de Rosa Parks, fille d'un charpentier et d'une institutrice qui a utilisé le boycott pour dire non aux injustices dans le sud des États-Unis. Elle le fait en refusant de se soumettre à la loi américaine. Cette situation est évoquée par F. Ladd (2017, p. 28) en ces mots : « En refusant de céder sa place dans un bus, Rosa Parks déclenche un immense mouvement de protestation contre la ségrégation vis-à-vis des Noirs ». En fait, la scène se passe le 1^{er} décembre 1955. À cette date, il a eu quatre femmes noires qui sont montées dans un bus de Montgomery qui est la capitale de l'État d'Alabama se trouvant au sud des États-Unis. Ces quatre femmes se sont assises dans le bus où des hommes blancs sont montés. À leur montée, le conducteur demande aux quatre femmes de se lever pour céder la place aux blancs. Cette demande a été acceptée par trois femmes noires tandis que Rosa Parks est restée assise dans le bus. Selon G. Hayes et S. Ollitrault (2012, p. 7) : « Elle raconte ainsi la scène « Lorsqu'il a vu que j'étais assise, il m'a demandé si j'allais me lever, et je lui ai dit : 'Non, je ne vais pas le faire'. Et il m'a répondu : 'Si tu ne te lèves pas, je vais devoir appeler la police et te faire arrêter'. Alors j'ai dit : 'Allez-y !' » ». Dans le bus, cette femme a refusé de céder sa place à un blanc. Son refus montre sa lutte contre la ségrégation raciale. En somme, la marche et le boycott sont des pratiques non-violentes qui permettent de déstabiliser les oppresseurs. À ces formes

pacifiques de lutte révolutionnaire, on peut également inclure la musique ainsi que les idéologies politiques.

2.3. La musique et les idéologies politiques comme outils de révolution pacifique.

Les chansons sont aussi des armes pacifiques de lutte révolutionnaire à ne pas négliger. La chanson est une œuvre musicale composée de texte et mélodie qui sont interprétés par la voix humaine. Elle est parfois utilisée pour dénoncer des cas d'injustice. C'est justement ce que pense C. Dutheil-Pessin (2004, p. 28) : « On trouve dans les frémissements de la chanson tous les frémissements de honte, d'orgueil, d'espoir ou de douleur d'un peuple exaspéré » (...) Façon de proclamer sa filiation politique et de se situer dans une histoire révolutionnaire ». La chanson exprime un mouvement, car elle incite à la lutte. Elle favorise la lutte dans la mesure où elle réveille la conscience du peuple. Elle éveille les consciences en divulguant les sujets de la corruption, de la misère des citoyens et des atteintes à la liberté. Cette lutte révolutionnaire se perçoit aussi à travers le chant de George Lefevre énoncé ici par C. Dutheil-Pessin (2004, p. 30) : « Ô travailleurs que la misère opprime, fut-il jamais plus lamentable sort ? Pour les puissants qui règnent par le crime, nous faudra-t-il souffrir jusqu'à la mort ? [...] En avant, prolétaires ! Combattons pour l'égalité. Tyrans, tyrans et mercenaires, faites place à la liberté ». En fait, l'acteur de cette chanson appelle à la revendication pour libérer les travailleurs de l'exploitation. Pour lui, les travailleurs doivent renverser les tyrans au profit de l'égalité. À ce propos, B. Didier (1989, p. 149) affirme : « La chanson prend vie dans le mouvement de la rue ; elle doit déboucher sur l'action, si elle est née à table, c'est pour inciter ceux qui chanteront à sortir, à marcher, à courir ». La chanson ne reste pas passive. Elle est active, parce qu'elle conduit à poser des actions révolutionnaires qui se perçoivent à travers ces propos :

Quand, en 1979, au moment du départ des militaires du pouvoir, le chanteur nigérian Fela Kuti intitule son album IT (International Thief), il ne fait pas que divertir son public. Il dénonce la corruption et le clientélisme endémique qui a gangrené le régime militaire sur fond d'exploitation effrénée du pétrole depuis 1973. (A. Gaulier et D. Gary-Tounkara, 2015, p. 14).

L'artiste Fela Kuti n'a pas fait ce chant pour distraire le peuple. Il chante pour réveiller la conscience du peuple. Le peuple doit savoir

que le régime militaire est venu dépouiller les nigériens de leur pétrole. À l'instar de ce chanteur, on peut citer Tiken Jah Fakoly :

Débarqué presque par effraction sur la scène internationale avec le prix RFI Musique du monde en 2000, Tiken Jah Fakoly, de son vrai nom Moussa Domba, chante une Afrique indignée, meurtrie, mais défiant ses contradictions et ses laideurs et vénérant ses combattants pour la liberté. (Soro Solo, 2006. p. 159).

Cet artiste se considère comme le porte-voix du peuple africain. C'est ainsi qu'il dénonce l'injustice au sein de la société africaine à travers ses chansons. Dans ses chansons, il dénonce une Afrique qui souffre et incapable de se défendre. Ce qui veut dire que l'Afrique a perdu ses valeurs. Cela se voit lorsqu'elle se rabaisse devant l'Occident. C'est justement le fait de dénoncer les tares de la société qu'est né le zouglou, chant urbain en Côte d'Ivoire. Le Chant de Bilé Didier traduit justement ce dont nous voulons parler. En voici quelques paroles :

Ah ! La vie estudiantine ! Elle est belle mais il y a encore beaucoup de problèmes [...] Mais en fait, il faut entrer dans son milieu pour connaître la misère et la galère d'un étudiant. [...] Ce chant met en évidence la précarité dans laquelle vit l'étudiant en Côte d'Ivoire. (D. L. Fie, 2012, p. 11).

L'artiste parle de la situation précaire des étudiants en Côte d'Ivoire. En le faisant, il appelle à une prise de conscience de l'État en Côte d'Ivoire, un État qui doit être capable de prendre soin de la jeunesse estudiantine.

En ce qui concerne le socialisme africain, il est un état d'esprit où chacun se soucie du bien-être d'autrui.

La base et le but du socialisme africain est la famille étendue. Le vrai socialisme africain ne considère pas les hommes d'une classe comme ses frères et ceux d'une autre classe comme ses ennemis naturels. Il ne fait pas alliance avec ses frères, pour exterminer les autres. Il considère tous les hommes comme ses frères, comme les membres de sa famille. (J. Nyerere, 2012, p. 280).

Le socialisme africain est une doctrine qui prône la famille africaine. La famille africaine ne privilégie pas une classe. Ce qui veut dire que les classes dominées ne sont pas en lutte avec les classes dominantes. Autrement dit, le socialisme africain ne cherche pas à exterminer une classe pour la dominer. Par conséquent, des riches peuvent être des socialistes et des pauvres peuvent être des capitalistes.

Des personnes riches peuvent être des socialistes s'ils utilisent leur richesse pour aider les autres. Au regard de ce que nous venons de dire, J-C Servant (2019, p. 11) affirme ceci : « Nyerere a exposé sa vision en 1967 dans la déclaration d'Arusha : nationalisations, création de communautés agricoles villageoises, vaste politique éducative ». Nyerere est un socialiste africain qui est pour la non-violence. Il pratique la non-violence à travers sa déclaration d'Arusha. Cette déclaration présente un socialisme africain basé sur la nationalisation des industries, des sociétés de services et des impôts. Puis, il présente une vaste politique d'éducation en Tanzanie. Pour lui, l'éducation des enfants doit être bénéfique pour la Tanzanie. Ce qui veut dire que la formation des enfants doit se faire en fonction des besoins, voire des problèmes du pays. Autrement dit, Julius Nyerere veut mettre fin à l'éducation coloniale. L'éducation coloniale maintient l'Afrique sous son joug. À cet effet, J. Nyerere (1972, p. 12), ne manque pas de dire que l'éducation coloniale « n'était pas conçue pour préparer les jeunes gens au service de leur propre pays, elle était motivée, au contraire par le désir d'inculquer des valeurs de la société coloniale et de former les individus pour le service de l'État colonial ». En effet, les jeunes reçoivent une éducation qui ne leur permet pas de résoudre les problèmes de l'Afrique. En Afrique, plusieurs jeunes sont formés en fonction du système colonial.

L'Afrique a connu un autre révolutionnaire, Kwame Nkrumah qui est un socialiste africain qui prône le panafricanisme. Il est le père fondateur du panafricanisme et du consciencisme. D'abord, le panafricanisme a pour objectif l'unité et la solidarité des États africains. Le panafricanisme permet à tous les africains de former un bloc. Autrement dit, ce sont les africains du monde entier qui se reconnaissent comme des frères. Ce qui veut dire que les différences politiques, sociales et culturelles sont mises à l'écart pour s'accepter mutuellement.

Ensuite, il sert à défendre la souveraineté des États africains. Le panafricanisme veille à ce qu'aucun État africain soit soumis à l'autorité occidentale, américaine ou asiatique. Les pays africains sont capables de prendre des décisions d'ordre économique, politique et social.

Enfin, le panafricanisme vise à éliminer toutes les formes de colonialisme. C'est ainsi que ce mouvement a été utilisé pour lutter contre l'esclavage, la discrimination et la conquête coloniale. Pour

Nkrumah la lutte révolutionnaire doit être adaptée aux réalités du peuple, notamment en Afrique. D'où l'usage du consciencisme en Afrique. Par conséquent, B. Jacques (1966, p. 992) pense que : « Le « consciencisme » n'est pas un terme qui parle facilement et clairement à l'esprit. On peut s'interroger sur les raisons de ce choix. Il se réfère à la fois, semble-t-il, à une crise de la conscience et à une prise de conscience ». En effet, il y a une crise de la conscience africaine parce que la société africaine est divisée en trois catégories de personnes. Nous avons un premier groupe de personne qui est attachée à la tradition, un deuxième groupe qui est lié à l'islam et le dernier groupe qui est tourné vers l'occidental. Pour mettre fin à cette division sociale en Afrique, Kwame Nkrumah appelle à une prise de conscience. Celle-ci consiste à créer une philosophie africaine, c'est-à-dire une philosophie qui vient de l'Afrique et qui s'adapte aux conditions de vie des africains. Autrement dit, les africains doivent créer une philosophie qui est adaptée aux réalités traditionnelles africaines.

En somme, la musique et les idéologies comme le nationalisme, le panafricanisme ou le consciencisme peuvent servir de source d'inspiration pour une révolution politique non violente.

Conclusion

La question du changement social est liée à la révolution politique. La révolution politique nous conduit à un changement ambivalent. Le changement négatif qui découle de la révolution politique se présente de cette manière : la domination capitaliste, la présence du djihadisme, le trafic des armes et l'immigration illégale. En ce qui concerne le volet positif de la révolution politique, nous avons parfois une petite amélioration des conditions de vie de la population. À ce propos, la révolution communiste est porteuse d'espoir parce qu'elle a pour finalité l'émancipation des citoyens. La révolution française a favorisé la liberté d'expression, la liberté de réunion, la gratuité de l'école et les jours de congé pour les travailleurs. La révolution politique ayant mis fin au colonialisme en Côte d'Ivoire a favorisé le développement de l'agriculture ainsi qu'une amélioration du système éducatif. Malheureusement, la plupart des révolutions politiques ont utilisé la violence pour parvenir au changement social. La révolution politique se manifeste par des meurtres et les destructions des infrastructures. Toutefois, certaines révolutions se distinguent par leur caractère pacifique, offrant ainsi des moyens non

violents de renversement du pouvoir politique. Une révolution politique se doit d'emprunter cette voie pacifique, car c'est en respectant ce principe qu'elle garantit la préservation des droits de l'homme.

Références bibliographiques

- BENNOUNE Mahfoud, 2001, « La doctrine contre-révolutionnaire de la France et la paysannerie algérienne : les camps de regroupement (1954-1962) », *Sud-Nord*, 14, p. 51-66.
- BILLEBAULT Édouard, 1964, *Histoire de la France et des français*, Paris, Éditions de l'École.
- BRANCHE Raphaëlle, 2002, « Des viols pendant la guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle – Revue d'histoire*, 75, p. 123-132.
- COULON Patrice, 2020, « Des marches qui ont marqué l'histoire », *Alternatives Non-Violentes*, 195, p. 5-6.
- DIDIER Béatrice, 1989, « Musique – parole : espace, temps et sacré », *Écrire la révolution (1789-1799)*, p. 149-159.
- DUTHEIL-PESSIN Catherine, 2004, « Chanson sociale et chanson réaliste », *Cités*, 19, p. 27-42.
- ENGELS Friedrich, 1845, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Québec, Éditions électroniques réalisée par Jean-Marie Tremblay.
- FIE Doh Ludovic, 2012, Refus et liberté : contribution des musiques populaires urbaine aux mutations sociopolitiques en Côte d'Ivoire », *Cycnos*, 28, p. 1-29.
- GALLET Archibald, 2015, « Les enjeux du chaos libyen », *Politique étrangère*, 2, p. 99-111.
- GAULIER Armelle et GARY Tounkara, 2015, « Musique et pouvoir, pouvoirs des musiques dans les Afriques contemporaines », *Afrique contemporaine*, 234, p. 13-20.
- GERVAIS-LAMBONY Philippe, 2003, « Afrique du Sud, les temps du changement », *Hérodote*, 111, p. 81-98.
- HAYES Graeme et OLLITRAULT Sylvie, « Introduction », *La désobéissance civile*, p. 7-12.
- HOBBS Thomas, 2004, *Léviathan, Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile et civile*, traduction de M. Philippe Folliot, Québec, Édition électronique.
- HOBBS Thomas, *Le Léviathan*, trad, Gérard Mairet, Paris, Gallimard.

- JACQUES Boyon, 1966, « Nkrumah (Kwame) – Le consciencisme, philosophie et idéologie pour la décolonisation et développement, avec une référence particulière à la révolution africaine », *Revue française*, 5, p. 991-993.
- JULIUS Nyerere Kambarage, 1972, *Indépendance et éducation*, traduit par Allain Collange, Yaoundé, CLÉ.
- JULIUS Nyerere, 2012, « Les fondements du socialisme africain », *présence Africaine*, 185-186, p. 273-281.
- LADDS Florence, 2017, « Rosa Parks. Rester assise pour se tenir debout », *Les grands dossiers des sciences humaines*, 49, p. 28.
- MALIA Martin, 2008, *Histoire des révolutions*, traduit de l'Anglais par Laurent Bury, Éditions Tallandier.
- MARKOVITS Claude, 2000, *Gandhi*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- MARX Karl et ENGELS Friedrich, 2013, *Manifeste du Parti communiste*, traduit par Corine Lyotard, Paris, Librairie Générale Française.
- MESSIANT Christine, 2009, « Luanda (1945-1965) : Colonisés, société coloniale et engagement nationaliste », *L'Angola postcolonial*, p. 16-103.
- PEISSIER René, 1969, « nationalismes en Angola », *Revue française de science politique*, 19-6, p. 1187-1215.
- SERVANT Jean-Christophe, 2019, « socialisme africain », *Le Monde diplomatique*, p. 11.
- SOLO Soro, 2006, « Lutter contre l'injustice », *Africulture*, 66, p. 159-162.
- VINCE Natalya, 2010, « Femmes algériennes dans la guerre de libération : mémoire et contre-mémoire dans la période postcoloniale », *Raison présente*, 175, p. 79-92.